



Postface (2017)

La publication de notre livre en septembre 2016 a donné lieu à une poussée de fièvre inédite pour un ouvrage d'économie. Des centaines de pages sur les supports les plus divers ont été écrites. La sortie de l'édition de poche nous donne l'occasion de tirer les enseignements de ce déferlement de passions et de polémiques et de revenir sur quelques points qui manquaient de précision.

Sur le terme « négationnisme »

Le titre de notre livre a été jugé « abject », « nauséabond », « fait pour salir », relevant de la « méthode Zemmour ». En réalité, l'emploi du terme « négationnisme » a servi de repoussoir commode. Ces indignations, surjouées, révèlent au mieux l'ignorance de leurs auteurs, mais plus vraisemblablement leur mauvaise foi. Ces nouveaux « indignés », en particulier le groupe des Economistes Atterrés, ne savent peut-être pas, ou ont fait mine de ne pas savoir, que le *négationnisme scientifique* est l'expression consacrée pour désigner les discours dont le but est de disqualifier l'état des connaissances établies par la communauté des chercheurs. Cette expression est banale dans les analyses sur le développement des sciences. Elle s'inscrit au cœur de *l'agnotologie*, qui analyse l'ignorance, en partant du constat que cette dernière n'est souvent pas le fruit d'absence de connaissance, mais plutôt de connaissances erronées produites par des stratégies de désinformation¹. Ainsi nous rappelons dès les premières pages de notre livre que les industriels du tabac ont longtemps financé des pseudo-savants afin de faire douter le grand public de la responsabilité du tabac dans la prévalence des cancers ; que les climato-sceptiques, aidés parfois par les multinationales du secteur pétrolier, ont contesté avec des arguments ayant l'apparence de la science, le consensus qu'établissait patiemment le GIEC sur la responsabilité humaine dans le réchauffement climatique. De même, certains ont contesté la responsabilité du virus VIH dans la prévalence du Sida. Dans tous ces cas, les scientifiques n'ont pas hésité à parler de *négationnisme*.

Peut-on aussi employer ce terme en économie ? Très certainement, et d'ailleurs nous ne sommes pas les premiers ! A notre connaissance, la paternité de son usage dans notre discipline revient à Yanis Varoufakis, l'ancien ministre des finances de la Grèce et aussi icône de

¹ Voir Robert Proctor, *Agnotology: The Making and Unmaking of Ignorance*, Stanford University Press, 2008, et Mathias Girel, « Agnotologie : mode d'emploi », *Critique*, vol. n° 799, 31 décembre 2013, p. 964–977.

l'hétérodoxie en économie ! Dans son ouvrage *Mon Cours d'économie idéal*², il fustige ceux qui pensent que tout chômeur demeure dans cette condition de manière *volontaire*. Il les qualifie, à juste titre, de « négationnistes du chômage ». Le consensus parmi les spécialistes du domaine est qu'effectivement, la très grande majorité des chômeurs le sont de manière *involontaire*, Yanis Varoufakis a donc parfaitement raison de qualifier ceux qui s'opposent à ce consensus de « négationnistes ». Dans notre livre, nous employons le même qualificatif à l'encontre de ceux qui s'opposent frontalement au consensus de la recherche internationale sur des sujets comme la réduction du temps de travail ou l'immigration, par exemple. Les personnes qui se sont senties « humiliées » ou « salies » par l'emploi du terme de négationnisme ont subi de notre part le même sort qu'a infligé Yanis Varoufakis aux tenants du « chômage volontaire ». Ceux, qui sous de fausses pudeurs de gazelle, se sont dits « révoltés » par ce qualificatif feraient mieux de méditer cette pensée d'Albert Camus pour qui la logique du « révolté » est précisément « de s'efforcer au langage clair pour ne pas épaissir le mensonge universel »³. Ne pas débusquer le négationnisme scientifique là où il se trouve, c'est effectivement épaissir le mensonge universel.

Sur les médias

Le sous-titre de notre livre – *Et comment s'en débarrasser* – a essuyé au moins autant de critiques que son titre, surjouant elles aussi l'indignation et la révolte. Les Economistes Atterrés et autres hétérodoxes y ont décelé une « entreprise de purification idéologique » marquée par la volonté d'éliminer toute pensée « critique » en faisant régner une forme de « terreur intellectuelle ». Le summum de ce délire de persécution a été atteint à l'occasion d'une tribune intitulée « contre l'intimidation économique » signée par quelques journalistes bien connus et publiée sur le site *Médiapart* le 12 septembre 2016. Ces journalistes ont vu dans notre livre une « tentative d'intimidation » qui voudrait leur imposer de « se ranger sous l'autorité de la vraie science économique et donc de bannir de leurs articles les références aux hétérodoxes ». Et ces mêmes journalistes de rappeler pompeusement que leur « devoir » est de défendre la diversité des opinions « constitutive de nos sociétés démocratiques » !

Nos procureurs, en particulier ces quelques journalistes signataires de cette tribune, auraient mieux fait de relire le chapitre VII de notre livre (intitulé *Comment se débarrasser du négationnisme économique*) avant de nous accuser d'être des ennemis de la liberté de penser et de la démocratie. Nous y expliquons que pour comprendre le monde dans lequel nous vivons le meilleur repère reste la connaissance produite par la communauté scientifique, mais que c'est

² Flammarion, collection Champs, Paris, 2016.

³ *L'Homme révolté*, 1951, (Œuvres complètes d' Albert Camus, tome 1, Paris, La Pléiade, p.908.

néanmoins une forme de pari car cette connaissance peut un jour ou l'autre se révéler inexacte. En revanche douter systématiquement des résultats établis par cette communauté – ce qui est l'essence même du négationnisme scientifique – s'avère bien plus risqué et dangereux. Jeter le soupçon sur la démarche scientifique est un danger majeur pour nos démocraties. La promotion de cette démarche demeure la seule véritable antidote contre les virus propagés par les « vérités alternatives » et autres « fake-news ». La défense de la démocratie exige effectivement de se débarrasser autant que faire se peut du négationnisme scientifique dans tous les domaines, y compris en économie. A cet égard nous proposons dans le chapitre VII un « mode d'emploi » pour combattre le négationnisme économique. Nous insistons particulièrement sur le fait que la stratégie des négationnistes vise *in fine* à influencer les médias, puisque les supports habituels de la production scientifique leurs sont fermés. Les journalistes sont les cibles privilégiées par la stratégie négationniste. Dans ce « mode d'emploi », nous avançons quelques pistes pour qu'ils ne soient pas, le plus souvent à leur insu, des supports de diffusion de contre-vérités scientifiques. En particulier, nous invitons les journalistes à ne pas faire appel *systématiquement* aux mêmes intervenants et à se renseigner sur la *valeur* de leurs activités scientifiques. En quoi cette proposition est-elle attentatoire à la liberté de penser et à la démocratie ? Ce n'est nullement un appel à bannir les différences. Au contraire, nous pensons qu'il faut élargir la diversité des expressions dans les médias mais avec un principe de précaution minimaliste : le rejet systématique des connaissances établies par la communauté scientifique devraient être dument signalé. Le négationnisme scientifique n'est pas une opinion comme les autres, c'est un fléau que nous devrions tous combattre.

Cette proposition, de bon sens, qui *appelle à plus de pluralisme*, a suscité une opposition très violente de la part des économistes auto-proclamés hétérodoxes qui occupent les avant-postes de la scène médiatique...et qui réclament pourtant toujours plus de pluralisme ! On peut les comprendre : une plus grande présence dans les médias de chercheurs venant de tous les horizons écornerait la place privilégiée qu'ils y occupent. Le match qui les oppose à longueur d'antenne avec le « reste du monde » est une rente qu'ils veulent conserver à tout prix. En définitive, on peut sérieusement douter qu'ils militent pour un véritable pluralisme.

Il ne s'agit donc pas d'empêcher le débat, bien au contraire. Mais un débat informatif n'est pas toujours synonyme d'une confrontation *politique*, le plus souvent présentée comme un affrontement entre des courants de pensées. Cela perpétue l'idée que l'économie est finalement une question d'opinion, ce qui n'est pas le cas.

Le rôle de l'économiste

Un autre débat suscité par notre livre porte sur le rôle de l'économiste dans la cité. Les Economistes Atterrés et plus largement la plupart des économistes auto-proclamés hétérodoxes se sont faits les supporteurs d'une conception « militante » de l'économiste. Selon cette dernière, l'économiste devrait participer aux confrontations politiques en fournissant aux organisations partisans derrière lesquelles il s'engage des analyses différentes de la « doxa dominante ». Ainsi, le Collectif des Economistes Atterrés alimente les organisations de la gauche dite « critique » d'argumentaires utilisables par les dirigeants et les militants de ces organisations dans les confrontations avec leurs adversaires.

Nous ne contestons à personne le droit de porter des convictions et de s'engager dans le combat politique pour les promouvoir. Ce que nous dénonçons dans notre livre est la *stratégie* mise en œuvre pour cette promotion. Cette stratégie est celle du *négationnisme scientifique*. Son ingrédient essentiel consiste à affirmer que les chercheurs dont les résultats ne s'accordent pas avec les propositions de la gauche « critique » sont les promoteurs d'une « pensée unique » servant les intérêts des « puissants » (lire « la finance internationale »). La science « officielle », « orthodoxe » ou « *mainstream* » n'admettrait qu'un seul paradigme fondé sur le primat de la rationalité individuelle, la croyance en l'autorégulation des marchés et leur efficacité.

Cette stratégie a remarquablement bien fonctionné. Une grande partie de l'opinion publique et des médias a fini par croire qu'il y avait effectivement deux manières de faire de l'économie : celle des Economistes Atterrés et autres hétérodoxes, humaine, sociale, proche de la réalité des gens, et celle des orthodoxes, froide, mathématisée, désincarnée et soumise aux exigences de la finance. Cette soi-disant coupure radicale est une fable utile pour la rhétorique hétérodoxe mais elle n'a aucun fondement. Le nombre d'études parues dans les revues économiques *mainstream* qui critiquent la rationalité individuelle, l'auto-régulation des marchés ou leur efficacité est proprement faramineux. La régulation des marchés est au cœur de la science économique, Jean Tirole a même été récompensé du prix Nobel pour ses travaux dans ce domaine. Dans pratiquement tous ses chapitres, notre livre fournit maints exemples prouvant que la science économique ne vit sur aucun dogme. La mise en scène d'une coupure « scientifique » entre des soi-disant orthodoxes et des auto-proclamés hétérodoxes n'est rien d'autre qu'une arme stratégique dans le champ des confrontations politiques. Les hétérodoxes sont des militants ou des sympathisants de la gauche « critique » et ils veulent faire croire que tous les autres économistes se situent dans le camp opposé, constitué par toutes les variantes du libéralisme. Cette coupure n'a aucun sens dans le développement actuel de la science économique. Faire croire que seuls les auto-proclamés hétérodoxes ont un regard critique sur leur profession est une

escroquerie qui empêche tout débat serein, informé, sur un grand nombre de sujets essentiels pour notre avenir. C'est ce que montre notre ouvrage. C'est sans doute pour cela qu'il a autant dérangé.

De la politique

Au chapitre VII de notre livre, nous avons attiré l'attention sur les contradictions possibles entre l'activité de recherche d'un scientifique et ses engagements partisans. Nous avons alors rappelé l'avertissement que Max Weber lance dans son ouvrage *Le Savant et le politique* : « chaque fois qu'un homme de science fait intervenir son propre jugement de valeur, il n'y a plus de compréhension intégrale des faits »⁴. La campagne pour les élections présidentielles de 2017 a parfaitement illustré cet avertissement.

Certains économistes de renom, plutôt catalogués « orthodoxes », ont soutenu ouvertement Emmanuel Macron dans une tribune parue quelques jours avant le premier tour de l'élection présidentielle⁵. Il n'est pas sûr qu'ils aient ainsi favorisé, comme le redoutait Max Weber, une « compréhension intégrale des faits ». Bien que la tribune ait clairement précisé que les signataires ne partageaient pas forcément toutes les propositions du candidat, le grand public ne s'arrête pas à ce genre de précaution. Pour lui, il s'agit ni plus ni moins d'un engagement *unilatéral* derrière un candidat. A travers ce type de tribune, le grand public décèle plutôt l'expression d'une intervention partisane à l'instar de celle d'un groupe d'artistes ou de sportifs célèbres. Pour notre part, il nous a toujours semblé plus efficace de commenter les effets d'une *mesure précise* à la lumière des enseignements de l'analyse économique...et si possible en dehors des périodes électorales. Quoi qu'il en soit, les économistes ayant soutenu Emmanuel Macron, l'ont fait à titre personnel et n'ont jamais prétendu être les porte-paroles d'un groupe bien identifié.

Ce ne fut pas le cas pour les Economistes atterrés. Ces derniers ont publié une réponse à la tribune des supporters d'Emmanuel Macron⁶ signée par « Le Collectif des Economistes atterrés ». Sur le fond, cette réponse s'apparente à un tract classique de campagne électorale dans lequel *toutes* les mesures du programme d'Emmanuel Macron sont systématiquement vouées aux gémonies sans qu'aucune ne trouve grâce à leurs yeux. Mais la forme nous apparaît plus importante que le fond. Le fait que cette tribune fasse l'objet d'une signature *collective*, et non de

⁴ Max Weber, 1919, *Le Savant et le politique*, collection: "Les classiques des sciences sociales", page 19, Site web : http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

⁵ En particulier, 40 économistes ont signé une tribune intitulée « Pourquoi nous soutenons Emmanuel Macron » parue dans *Le Monde de l'Economie* le 12 avril 2017.

⁶ Parue dans le journal *Le Monde* en date du 18 avril 2017. On peut lire cette réponse sur le site des Economistes Atterrés à l'adresse <http://www.atterres.org/article/macron-en-marche-avec-la-science-%C3%A9conomique-la-r%C3%A9ponse-des-atterr%C3%A9s-aux-40-%C3%A9conomistes-qui>

quelques personnes bien identifiées, révèle le véritable objet de cette tribune. Il signifie que le Collectif des Economistes atterrés agit comme un groupe partisan prenant position *contre* Emmanuel Macron. Ce dernier a été sans conteste la cible privilégiée des Economistes atterrés, et plus largement de bon nombre d'économistes se revendiquant « hétérodoxes », probablement parce que celui qui allait devenir président de la République était perçu comme le plus « libéral » de tous les candidats, quand ce n'était pas le « candidat de la banque ». Il a été nettement plus attaqué que François Fillon ou Marine Le Pen. Le programme de cette dernière n'a pas eu droit à une critique signée par l'ensemble du Collectif des Economistes atterrés⁷. Pour le deuxième tour de l'élection présidentielle, ce Collectif n'a pas appelé à voter Emmanuel Macron, ni même à faire barrage à Marine Le Pen.

Par ailleurs, des Economistes atterrés ou plus largement auto-proclamés hétérodoxes se sont engagés derrière certains candidats classés à gauche ou à l'extrême gauche. En particulier, un grand nombre d'entre eux ont signé un appel en faveur de Jean-Luc Mélenchon paru dans le quotidien *Libération* du 18 avril 2017. Il est intéressant de noter que cet appel reprend à son compte quelques recettes « négationnistes » que nous dénonçons dans notre livre, comme l'augmentation du Smic ou la réduction du temps de travail pour créer des emplois en France. Il est aussi intéressant de noter que 25 lauréats du prix Nobel d'économie, dont Joseph Stiglitz et Jean Tirole, avait rappelé dans une tribune du journal *Le Monde* en date du 18 avril que le consensus des économistes était clairement en faveur du maintien de la France dans la zone euro. Cela n'empêche pas de lire dans cet appel d'économistes en faveur de Jean-Luc Mélenchon que l'abandon de l'Euro est une option parfaitement envisageable. Encore, un bel exemple de négationnisme économique.

Choix de société et consensus scientifique

Croire que les différences entre la gauche et la droite sont intimement liées à des conceptions différentes du fonctionnement de l'économie est une erreur. Il y a des connaissances établies sur le fonctionnement de l'économie que les préférences partisans ou l'idéologie ne peuvent abolir. Les différences entre la droite et la gauche relèvent de choix de société opposés. Le débat politique doit porter sur les choix de société, non sur les connaissances établies. Or ces connaissances ont considérablement progressé depuis plus de 20 ans, en particulier grâce à la

⁷ On trouve sur le site des Economistes atterrés une tribune signée par Anne Eydoux et Sabina Isschnane, en date du 30 mars 2017, dénonçant le « logiciel néo libéral » du FN dont le programme serait « avant tout au service du patronat et des riches ». Un jugement pour le moins original eu égard à la campagne très « étatiste » menée par Marine Le Pen. <http://www.atterres.org/article/front-national-un-programme-%C3%A9conomique-et-social-incoh%C3%A9rent-et-x%C3%A9nophobe>

généralisation des méthodes expérimentales. Cela ne signifie pas que le principe thatchérien du TINA – There Is No Alternative – s'impose inéluctablement. Mais toute volonté de changement se trouve contrainte par les connaissances établies. Par exemple, vouloir réduire les inégalités de revenu fait partie des choix de société. Augmenter le salaire minimum n'est pas en France le bon moyen pour y parvenir, cela fait partie des connaissances établies

Mais pourquoi est-il si compliqué de s'accorder sur un consensus factuel ? Les recherches en psychologie et en neuroscience nous enseignent que la connaissance du consensus établi par les scientifiques a souvent peu de poids dans les débats politiques. Il est beaucoup plus important de savoir si ce consensus met celui qui l'accepte en porte à faux avec sa famille politique. Dan Kahan, professeur de droit et de psychologie à l'université de Yale aux Etats-Unis, a constaté qu'un électeur républicain a d'autant plus de chance d'être climato-sceptique qu'il est doté d'une bonne culture scientifique ! C'est l'inverse chez les électeurs démocrates⁸. Il y a là un mécanisme quasi évolutionniste : mieux vaut nier la réalité que prendre le risque d'être rejeté de sa famille politique, souvent perçue comme un trait constitutif de la personnalité qui peut primer sur les informations objectives en notre possession. Ainsi, les recherches les plus rigoureuses montrent que l'immigration n'a pratiquement aucune influence sur le niveau général du chômage, mais elles montrent aussi que la réduction du temps de travail ne crée pas d'emploi. Pour beaucoup, une personne de gauche doit adhérer à la première conclusion et refuser la seconde. Ce devrait être exactement l'inverse pour une personne (d'extrême) droite ! C'est là que le bât blesse, la réduction du temps de travail ne va pas créer des emplois si le patron est de gauche et en détruire s'il est de droite.

Ne pas vouloir distinguer, de manière délibérée, les connaissances factuelles sur le fonctionnement du système économique des choix de société aboutit à prendre de mauvaises décisions et nourrit les extrêmes, de gauche comme de droite. Malgré tous ses défauts (manipulations, fraudes, conflits d'intérêt...) la démarche scientifique reste le meilleur barrage contre la prolifération des croyances infondées. C'est aux chercheurs en sciences humaines et, plus généralement, aux intellectuels, qu'incombent en premier lieu la responsabilité de promouvoir cette démarche et ses résultats. Cette responsabilité incombe aussi aux hommes politiques. Le consensus scientifique est le même pour tous. L'engagement dans le débat public est éminemment respectable mais il ne devrait pas s'abstraire des connaissances établies. Le Brexit et l'élection de Donald Trump montrent qu'une stratégie populiste, qui repose sur la négation systématique des faits établis et le dénigrement de ceux qui les reconnaissent, peut être

⁸ Voir son article « Climate-Science Communication and the Measurement Problem », *Advances in Political Psychology*, 2015.

payante pour gagner des élections. Mais l'histoire nous enseigne aussi que le déni du réel finit toujours par produire des résultats catastrophiques, notamment pour les plus pauvres.

Sur la « révolution expérimentale » et ses limites

Un reproche récurrent qui nous fut adressé est d'avoir prétendu que l'économie serait désormais une science « exacte ». On ne trouvera pas dans notre livre une affirmation de cette nature et ceux qui l'ont répétée sans précaution – y compris quelques collègues a priori très distingués – n'ont tout simplement pas lu notre livre ou déforment sciemment notre propos⁹. En réalité, nous nous attachons à montrer que l'analyse économique connaît depuis plus de 20 ans une « révolution expérimentale ». Cette révolution porte sur la manière d'évaluer les effets des modifications de l'environnement économique, en particulier lorsqu'ils résultent des modifications des politiques économiques. L'économie n'est donc pas devenue une science *exacte*, mais elle est de plus en plus, et dans des domaines cruciaux, une science *expérimentale* cherchant à établir des relations de cause à effet. Pour cela, elle compare le devenir de groupes test -- qui ont subi des modifications de leur environnement -- avec celui de groupes témoin -- qui n'ont pas subi ces modifications. Dans son principe, cette méthode ne diffère guère de celle couramment utilisée en médecine ou en biologie. Son intérêt est aujourd'hui universellement admis par les économistes du monde entier.

Bien évidemment, l'analyse économique ne se résume pas à cette approche expérimentale. Les études historiques, les enquêtes quantitatives ou qualitatives, les analyses théoriques en font partie et doivent continuer à en faire partie. Dans le traitement des données, nous ne rejetons nullement les enseignements de la modélisation qui est un complément indispensable de l'approche expérimentale, en particulier pour explorer la validité des résultats des expériences en dehors de leurs cadres forcément restreints (c'est la question de la validité *externe* des expériences). Toutes les méthodes, dès lors qu'elles sont adaptées au problème traité, ont leur intérêt. Notre ouvrage souligne que la méthode expérimentale en économie, aspect méconnu du grand public, est devenue incontournable et aboutit à des résultats pertinents. Mais pertinents ne veut pas dire parole d'évangile. Tous les économistes qui font usage de ces méthodes sont conscients de leurs limites.

Ces limites sont différentes s'il s'agit d'expériences « naturelles » ou « contrôlées ». Les expériences « naturelles » s'appuient sur des événements qui ont vraiment eu lieu. Elles présentent

⁹ Dans *L'Obs* du 6 octobre 2016, Daniel Cohen fait une critique peu amène de notre livre intitulée « L'économie n'est pas une science exacte » en affirmant doctement que « cette question hautement spéculative est revenue à la une, à la suite d'un essai au titre nauséabond. »

donc l'avantage de prendre en compte les chiffres de l'économie *réelle*, ce ne sont pas des chiffres issus d'expériences de laboratoire. Les expériences « naturelles » comparent des groupes de personnes ou d'entreprises ayant subi certains événements dans la « vraie » vie à des groupes ne les ayant pas subis. Par exemple, au chapitre VI nous relatons une étude célèbre sur les effets de l'immigration sur le chômage qui compare l'évolution de la ville de Miami, touchée massivement par l'exode cubain en 1980 – c'est le groupe test –, à l'évolution d'autres villes américaines qui n'ont pas été touchées par cette vague migratoire – c'est le groupe témoin. Les résultats des expériences naturelles sont toujours délicats à interpréter, car quel que soit le soin pris par les expérimentateurs pour être le « plus proches possibles », les caractéristiques des deux groupes ne sont jamais identiques et on ne peut exclure que des facteurs cachés soient les véritables causes d'éventuelles différences entre les évolutions du groupe témoin et du groupe test (différences qu'on aurait alors attribuées à tort à l'impact de l'immigration).

Les expériences « contrôlées » sont de nature différente. Elles s'appuient sur des situations *créées* par l'économiste, elles s'apparentent donc à des expériences de laboratoire. Par exemple, pour évaluer un programme d'aide à la recherche d'emploi, l'économiste tire au sort dans la population des chômeurs éligibles à ce programme, un groupe qui bénéficiera du programme et un autre groupe qui n'en bénéficiera pas. Le tirage au sort assure, qu'en moyenne, les éventuelles différences entre les parcours professionnels des deux groupes sont bien dues au programme d'accompagnement. Les expériences contrôlées permettent donc de repérer des relations de cause à effet.

Néanmoins, la mise en évidence de relations causales, que ce soit par le biais d'expériences naturelles ou contrôlées, n'apporte qu'un éclairage partiel. Les résultats de ces expériences ne peuvent se généraliser sans précaution à des environnements différents. Ainsi, rien ne garantit que les effets de l'immigration dans le sud des Etats-Unis soient les mêmes que dans le centre de l'Europe ou dans l'Asie du sud-est. La seule manière de pallier ces inconvénients est de multiplier les études fondées sur des expériences dans des environnements (géographiques, économiques, culturels) différents. C'est ce qui a été effectivement fait pour l'analyse des effets de l'immigration.

La généralisation des résultats peut aussi dépendre de la taille de la population concernée. Ainsi, une expérience qui montrerait qu'un programme d'accompagnement d'un groupe de chômeurs accroît leur retour vers l'emploi ne permet pas d'affirmer que ce résultat serait encore valable si ce programme était généralisé à l'ensemble des chômeurs éligibles. A l'effet direct positif de la mesure pourrait s'ajouter un effet indirect négatif lié à la concurrence entre les chômeurs bénéficiaires et qui retarderait le retour vers l'emploi de certains d'entre eux. Par

ailleurs, la situation des chômeurs non éligibles au programme d'accompagnement pourrait se dégrader. Tous ces effets, dits « d'équilibre général », pourraient bien faire en sorte que le résultat final du programme soit très différent de celui qu'une expérience contrôlée réalisée localement a mis en évidence.

Pour savoir si ces effets d'équilibre général sont importants ou négligeables, un retour vers la théorie s'impose souvent. On résume alors les comportements des acteurs et leurs interactions à l'aide d'un modèle que l'on fait tourner avec toutes les données que l'on juge pertinentes et l'on regarde dans quelle mesure les conclusions fournies par cet exercice confirment celles issues des expériences contrôlées. Cette approche donne un éclairage complémentaire très utile, mais qui doit être néanmoins relativisé car tout modèle est fondé sur des hypothèses dont la robustesse n'est pas toujours avérée. Une approche plus prometteuse, mais encore peu développée, consiste à faire des expériences contrôlées « à grande échelle ». L'idée est de mobiliser des groupes test et témoin de grande taille, répartis dans de vastes ensembles (géographiques la plupart du temps), de sorte que les effets d'équilibre général se manifeste au sein de chaque ensemble¹⁰.

L'analyse économique progresse comme toutes les disciplines scientifiques empiriques. Elle élabore des connaissances ancrées dans des données de plus en plus riches, ce qui en retour conduit à un renouvellement rapide et constant de ses méthodes¹¹. Les croyances sans fondement comme les discours obscurantistes y ont de moins en moins leur place et c'est tant mieux.

¹⁰ Une étude de ce type a été réalisée sur l'ensemble du territoire français pour un programme d'accompagnement à la recherche d'emploi destiné aux étudiants ayant décroché précocement de l'université, par Bruno Crépon, Esther Duflo, Marc Gurgand, Roland Rathelot et Philippe Zamora, « Do Labor Market Policies Have Displacement Effects: Evidence from a Clustered Randomized Experiment », *Quarterly Journal of Economics*, 128(2), 2013, pp. 531-580. Un panorama très complet des avantages et des limites des expériences contrôlées pour l'évaluation des politiques publiques d'emploi se trouve dans le livre de Bruno Crépon et Gérard Van den Berg, *Politiques de l'emploi : apprendre de l'expérience*, Presses de SciencesPo, collection Sécuriser l'Emploi, Paris, 2017.

¹¹ Voir par exemple : « Symposium : Recent ideas in Econometrics », *Journal of Economic Perspective*, Spring 2017, pp. 3-144.